



Lettre n° 241 du 22 mai 2022

Au sommaire :

- **Macron, un culot sans Borne pour servir les patrons et les riches ! Organisons-nous pour défendre nous-mêmes notre avenir, celui de la société** - *Yvan Lemaitre*
- **Le droit à disposer de son corps, un combat révolutionnaire internationaliste** - *Isabelle Ufferte*
- **NPA et LO entre sectarisme et opportunisme, le plus court chemin vers l'échec. Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !** - *Bruno Bajou*

Macron, un culot sans Borne pour servir les patrons et les riches ! Organisons-nous pour défendre nous-mêmes notre avenir, celui de la société

Macron a pris tout son temps pour désigner sa Première ministre, histoire de bien faire savoir à l'opinion, à l'opposition, dont le postulant Premier ministre Mélenchon, mais aussi et surtout à son propre personnel politique qu'il était bien le chef de l'État, lui et lui seul. Comme il le fit lors de sa campagne présidentielle sans campagne ni débat, il affiche ouvertement un mépris qui touche tout ce qui n'est pas sa propre personne, parle de « *renaissance* » en reprenant les mêmes dans son gouvernement sous la houlette d'une ex-ministre qui le suit depuis le début...

Ancienne ministre du travail, seconde femme à occuper ce poste après Edith Cresson en 1991, Borne a un parcours politique ou plutôt une carrière professionnelle dans la haute administration sans faille. Certains même la disent de gauche parce qu'elle aurait commencé sa carrière dans les sommets de l'État dans le cabinet de Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale, en tant que conseillère technique, en 1991. Tout un programme, elle est de cette gauche de droite ou de cette droite de gauche dont Macron se veut la synthèse et dont les confusions, les contradictions et rivalités sont en réalité sa force principale.

Venue de Polytechnique, elle est après un long et dévoué parcours -elle fut aussi préfète- toute désignée pour assumer le poste tout en faisant valoir un féminisme pour le moins bourgeois. Son programme n'est pas réellement l'égalité des sexes mais le droit à la réussite pour toutes... C'est indiscutablement mieux que le grossier machisme affiché des politiciens en général et des chefs des partis qui se retrouvent dans la majorité présidentielle en

particulier, ceux dont Macron l'a affublée dans son gouvernement, les Darmanin, Le Maire ou autres Moretti ou Abad qui fait l'objet d'un signalement pour des faits présumés de viols...

Elle répond au portrait-robot que Macron avait dressé du Premier ministre idéal, « *attaché à la question sociale, environnementale et productive* ». D'abord chargée des transports, puis de la transition écologique et solidaire, avant d'être ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, elle est responsable du fait qu'un million de chômeurs ont leurs allocations baissées de plus de 17 %. Elle a ouvert le rail et le transport à la concurrence et modifié le statut des cheminots, de même qu'elle a été la patronne de l'ouverture à la concurrence de la RATP... Son bilan ne peut donner le change, le fait d'être femme ne change rien à l'affaire. Elle et son gouvernement sont là pour servir la classe dominante et son État. Et les tollés stupides, haineux et racistes que déchaîne à l'extrême droite la nomination de Pap Ndiaye ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse n'y changent rien non plus. Ils ne sont qu'une démonstration de plus de la bêtise réactionnaire dont Le Pen et Zemmour sont l'expression.

Le troisième tour, pour préparer la suite, un vote de classe et révolutionnaire

Mélenchon, candidat sinon à la députation du moins pour son élection en tant que Premier ministre, a aussitôt rappelé : « *Il y a bien un troisième tour [...] Il existe une possibilité pour les Français de renvoyer Mme Borne et de faire un autre choix* ». Il a tout à fait raison d'annoncer

que « *c'est donc en quelque sorte une nouvelle saison de maltraitance sociale et écologique qui commence...* », mais nous ne pourrions y faire face avec une montagne en papier de bulletins de vote. D'abord, ces élections législatives sont taillées sur mesure pour donner au Président élu une majorité et si tant est que la machine puisse s'enrayer, le Président, la haute administration, l'appareil d'État ont tous les moyens de mettre en échec la moindre tentative de remise en cause des intérêts des classes dominantes. Chaque fois qu'elle est arrivée au gouvernement dans le passé, la gauche s'est pliée à leur volonté, elle n'avait pas le choix et en réalité n'a trahi que celles et ceux qui ont cru qu'elle pourrait changer la vie. Changer la vie passe par la mobilisation des masses ouvrières et populaires pour conquérir le pouvoir, mettre en place leur propre gouvernement sous leur contrôle à travers de nouvelles institutions, des Assemblées démocratiques et révolutionnaires.

Cela n'est pas l'enjeu de ces élections mais ce n'est pas une raison pour s'abstenir. D'une façon ou d'une autre nous ne devons pas rester passifs, subir. Le bulletin de vote peut au moins nous servir à exprimer notre colère, nos idées, la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour changer le monde maintenant.

Faire savoir au patronat, aux riches, aux politiciens que nous sommes déterminés à les faire céder

Politiciens, économistes, grands patrons nous disent tous d'une même voix que l'avenir qu'ils nous préparent sera sombre. Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, la concurrence de plus en plus acharnée, la course aux profits et les spéculations, la sécheresse dans le monde, la persistance de la pandémie signifient pour la grande majorité une dégradation des conditions de vie, parfois dramatique.

L'inflation, la hausse des prix n'est pas une fatalité naturelle ni la seule conséquence de la guerre à laquelle nous ne pourrions rien. Elle est la conséquence des politiques de la minorité qui tient les rênes d'une économie soumise aux lois de la concurrence et du profit, des États et des banques centrales qui les servent.

Les économistes et autres experts nous expliquent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires car cela augmenterait les coûts de production et donc l'inflation ! Pourtant les multinationales en particulier celles de l'énergie, n'hésitent pas, elles, à indexer leurs bénéfices sur l'inflation en fixant elles-mêmes leurs prix de vente, au-delà même de l'inflation qu'elles nourrissent en spéculant. En réalité, la question des salaires comme des prix est une question de rapport de force.

Pour éviter de voir une partie du monde du travail sombrer dans la détresse, les conditions de vie de toutes et tous se dégrader, il nous faut remettre en cause la logique de leur système. Revendiquer des hausses de salaires, des pensions et des minima sociaux, indexer les salaires sur la hausse des prix, sur l'inflation passe par une lutte d'ensemble des classes exploitées qui se combine avec la lutte contre le chômage pour le partage du travail. Remettre ainsi en cause les profits, c'est remettre en cause le pouvoir de la classe capitaliste.

Les élections ne permettent pas un tel changement du rapport de force mais elles peuvent y contribuer si nous utilisons notre bulletin de vote pour défendre ensemble cette perspective sans être dupes des jeux parlementaires et politiciens, si nous en faisons un geste de conscience et de confiance, un encouragement à s'organiser, se mobiliser.

Alors votons révolutionnaire, votons pour les candidat.e.s du NPA et de Lutte ouvrière.

Yvan Lemaitre

Le droit à disposer de son corps, un combat révolutionnaire internationaliste

D'importantes manifestations ont lieu aux États-Unis depuis une semaine suite à la fuite dans la presse d'un projet de décision de la Cour Suprême visant à casser l'arrêt « *Roe versus Wade* » qui, depuis 1973, légalise et encadre le droit à l'avortement. Un droit obtenu dans le contexte des mobilisations des années 60 et 70 pour les droits démocratiques, en particulier ceux des femmes, et qui n'a cessé depuis d'être combattu par tout ce que la première puissance mondiale compte de réactionnaires, créationnistes et autres militant.es catholiques et évangélistes.

Dès 1991, ce droit était entravé par un autre arrêt qui autorise les États à décider de leur propre législation et ainsi réduire le droit à l'IVG, même s'ils ne peuvent théoriquement à ce jour l'interdire totalement. 23 États, dirigés par les Républicains, restreignent déjà la possibi-

lité d'avoir recours à une interruption de grossesse. Dans nombre d'entre eux, les embûches se sont multipliées, de l'obligation qui est faite aux femmes de pratiquer une échographie du fœtus pour écouter ses battements cardiaques avant d'avorter à l'obligation pour les médecins de leur lire un texte culpabilisateur... Et les opérations coups de poings des « *pro-life* » devant les cliniques où se pratiquent des IVG sont devenues monnaie courante, tentant d'intimider, allant jusqu'à s'en prendre physiquement aux médecins dont certains ont été assassinés.

L'offensive se renforce depuis des années en même temps que la fuite en avant économique et sécuritaire des classes dominantes. En décembre dernier, l'État du Texas interdisait l'avortement au-delà de 6 semaines de grossesse et une première femme vient d'être arrêtée pour « *homicide* » après avoir avorté. Cette semaine, l'Oklahoma

s'engouffrant dans l'appel d'air, a voté une loi interdisant l'avortement « *dès la fécondation* » après l'avoir réduit à six semaines au début du mois... Et la Cour suprême doit se prononcer bientôt sur une loi très restrictive adoptée par le Mississippi. Les premières touchées sont les femmes noires, dont plus de la moitié vivent dans les États du sud les plus opposés à l'avortement alors qu'elles ont cinq fois plus recours à l'IVG que les femmes blanches, et les hispaniques deux fois plus. Cela alors qu'en parallèle la couverture santé des plus pauvres et des plus vulnérables ne cesse de se réduire.

Le processus engagé par la Cour suprême, que les dernières nominations par Trump ont fait basculer dans le camp anti-IVG, marque une nouvelle étape. Selon l'Institut Guttmacher, qui défend le droit des femmes à l'IVG, « *si la Cour suprême des États-Unis affaiblit ou annule 'Roe v. Wade', 26 États sont certains ou susceptibles d'interdire l'avortement* ». Quelle que soit l'issue, que l'arrêt soit totalement annulé ou non, le recul est en cours, un encouragement pour les réactionnaires du monde entier. Alors même que, selon les Nations Unies, la moitié des grossesses dans le monde ne sont pas intentionnelles.

Les femmes sont touchées de plein fouet par la régression qu'engendre la crise globale du capitalisme, le déferlement obscurantiste qui l'accompagne. Les classes dominantes ne maintiennent leur domination qu'en tentant de museler les aspirations démocratiques, en flattant les préjugés, dont les préjugés sexistes, le machisme qui imbibent toute la société.

La liberté des femmes, l'aspiration à l'émancipation fichent la trouille aux classes dominantes, à leurs représentants politiques et à leurs Églises. Ils craignent la solidarité des femmes en lutte, leur courage, leur dévouement et leur capacité d'organisation qui découlent de leur place même dans la société et leur donne une force subversive immense.

Le rôle central des femmes dans les luttes pour l'émancipation

Le renouveau des luttes féministes, la place qu'ont pris et prennent les femmes dans les combats sociaux, politiques, économiques, contre la guerre, dans tous les soulèvements et les combats pour l'émancipation, sont un élément de la période.

Ces derniers jours, en même temps que les dizaines de milliers de manifestantes défilaient dans toutes les villes américaines au cri de « *Pas touche à nos corps !* », en Afghanistan, des femmes continuaient à défier le pouvoir, manifestant à visage découvert face aux Talibans en armes, contre l'obligation du port de la burqa ou du nikab dans l'espace public. Au Mexique, de très nombreuses femmes sont descendues dans les rues pour dénoncer l'impunité des auteurs de féminicides (plus de 1000 chaque année) après l'assassinat de Debahni Escobar qui a bouleversé la population, une jeune femme de 18 ans dont le corps a été retrouvé plus de 10 jours après sa disparition du fait de l'indifférence de la police. En Croatie, la mobilisation de milliers de femmes derrière des bande-

roles « *Assez du cléricanisme dans les cliniques gynécologiques* » a fini par obtenir qu'une mère de famille, dont le fœtus de 6 mois était atteint d'une tumeur au cerveau, puisse avorter alors que quatre hôpitaux l'avaient refusé.

Ces luttes pour les droits élémentaires, contre l'arriération et pour l'émancipation des femmes et, à travers elles, de l'ensemble de la société, sont dans le prolongement de celles qui secouent le monde depuis des années gagnant pas à pas de nouveaux droits sans cesse remis en cause. En 25 ans, elles ont réussi à faire bouger la législation dans une cinquantaine de pays, avec une accélération ces dernières années. En 2018, le droit à l'IVG a ainsi été gagné en Irlande ; en 2019 en Corée du Sud et dans l'État australien de Nouvelle-Galles du Sud ; en 2020 en Argentine et en Nouvelle-Zélande ; en février 2021 en Thaïlande ; en septembre 2021 au Mexique ; en octobre 2021 au Bénin, un des très rares pays d'Afrique à avoir légalisé l'IVG ; en février dernier en Colombie...

Contrôler le corps des femmes

Mais l'IVG reste encore totalement interdite dans une vingtaine de pays, dont en Europe l'Andorre, l'État du Vatican ou encore Malte, dont une des députées, Roberta Metsola, membre du parti nationaliste et farouchement anti-IVG, a été élue en janvier dernier Présidente du Conseil européen avec près de 75 % des voix des députés... Au Honduras, où la législation s'est encore durcie et où l'avortement est interdit y compris en cas de viol, d'inceste, de malformation grave du fœtus ou quand la vie ou la santé de la mère sont menacées, de nombreuses jeunes femmes ont été traînées devant les tribunaux et emprisonnées pour des fausses couches, libérées grâce aux seuls mouvements de solidarité. En Pologne, le gouvernement populiste a étendu l'interdiction de l'IVG même en cas de malformation grave du fœtus. Et de nombreux autres pays le limitent à des motifs extrêmement restrictifs. Sans compter le délabrement des services de santé et le manque de médecins acceptant de pratiquer des avortements qui le rendent inaccessible à de nombreuses femmes. C'est le cas, entre autres, de l'Italie où les pressions de l'Église et de l'extrême-droite et la « clause de conscience » avancée par de nombreux médecins (près de 80 % dans certaines régions) empêchent concrètement les femmes d'avorter, malgré la loi.

L'offensive réactionnaire touche toute la planète, avec une remobilisation de mouvements anti-avortement comme en France la prétendue « *Marche pour la vie* » ou « *Les Survivants* » qui se répandent sur les réseaux sociaux et le net. Le machisme imprègne les classes dirigeantes, en France comme ailleurs. Le maintien de Dupont Moretti au ministère de la Justice et de Darmanin à l'Intérieur, ou la nomination d'Abad ministre des « solidarités » alors que l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique a fait à son propos un signalement pour suspicion de viols... sont tout un symbole ! De même le nombre d'hommes de pouvoir ou y aspirant condamnés pour violences sexuelles, sans parler de la crasse et de la haine des femmes qu'un Zemmour a pu étaler sur tous les écrans en

toute impunité.

Cette oppression, ces violences, ce mépris institutionnalisé des femmes réduites à la fonction de reproductrices en même temps que source de plaisir des hommes qui s'approprient leur corps, sont indissolublement liés au patriarcat et au capitalisme. La femme est enfermée dans un rôle d'épouse et de mère de famille, soumise à l'autorité et au bon vouloir des hommes dont elle est censée garantir la descendance... et la transmission du capital aux héritiers, du moins pour la minorité possédante. L'évolution de la société, y compris des classes dominantes, a dépassé et rendu caduque la propriété privée des femmes, le mariage, mais le conservatisme réactionnaire soucieux de maintenir un ordre établi condamné voudrait imposer sa loi, ses mœurs à l'ensemble de la société, la soumettre, pour perpétuer un vieil ordre rétrograde qui craque de toutes parts.

Une lutte révolutionnaire contre tous les rapports de domination

Toute l'évolution récente, la marche même du capitalisme a transformé la situation des femmes, détruit les familles traditionnelles. Elle a poussé les femmes du monde entier dans les métropoles, les a arrachées du foyer et de l'arrière-pensée pour les jeter dans les ateliers industriels. L'ouverture à marche forcée de toutes les régions du monde au marché, l'extension de l'exploitation capitaliste ont en même temps ouvert la voie à la circulation des idées, des connaissances, des aspirations, des contestations.

La violence de l'exploitation, la misère ont amené de nombreuses femmes à prendre une part active aux luttes sociales dans le monde, ouvrières du textile du Bangladesh ou d'Ethiopie, paysannes indiennes, ouvrières mexicaines des maquiladoras, femmes de chambres immigrées des grands hôtels occidentaux, travailleuses de tous pays... changeant le regard de nombreuses femmes sur elles-mêmes. Elles ont fait naître des aspirations nouvelles, encourageant à revendiquer le droit à disposer de son corps, décider de sa vie, le droit à l'avortement. Elles ont conquis une place déterminante dans les luttes d'émancipation de tous les opprimés, des hommes qu'elles obligent à rompre avec leurs préjugés, le sexisme et le machisme.

Ces exigences remettent en cause les fondements de la société, l'ordre social établi et la propriété capitaliste dont le patriarcat est un pilier. Elles s'inscrivent dans une lutte globale contre les oppressions et discriminations, contre tous les rapports de domination qui eux-mêmes découlent des rapports d'exploitation.

Par la solidarité internationale qui s'y exprime, l'énergie des jeunes générations qui font face aux réactionnaires et aux obscurantismes, les luttes féministes sont un puissant ferment subversif et révolutionnaire qui porte la perspective d'une société débarrassée du patriarcat et du capitalisme, une libre association et coopération de femmes et d'hommes, respectueuse des aspirations, des désirs, des choix de chacune et chacun, dont nous avons bien du mal sûrement à imaginer aujourd'hui tous les possibles.

Isabelle Ufferte

NPA et LO entre sectarisme et opportunisme, le plus court chemin vers l'échec.

Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !

Durant toute la campagne présidentielle, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud se sont ignorés, les deux organisations, le NPA et LO, ne se pensant pas comme deux sensibilités d'un même courant révolutionnaire confronté à une situation nouvelle et inédite qui nécessiterait, *a minima* de créer un cadre démocratique pour débattre de nos expériences comme de nos échecs, tourner la page pour créer les conditions d'unir nos forces.

Chacun.e a justifié cette situation en expliquant que ce n'était pas un problème : plus il y a de voix pour défendre les idées révolutionnaires mieux ce serait ! LO écrivant même : « *Au vu de ce que représentent aujourd'hui dans les urnes Lutte ouvrière et le NPA, (...), rien ne pouvait justifier que l'une ou l'autre de nos organisations renonce à défendre sa politique à la présidentielle* » [1]. Étrange façon de poser la question de l'unité, comme un renoncement, quand il s'agit de discuter des voies et moyens qui sont entre les mains des militant.e.s révolutionnaires pour jeter les bases d'un parti, instrument de notre objectif commun, l'émancipation du monde du travail. L'enjeu est bien de donner crédibilité à nos idées et aux perspectives

que nous portons. La convergence des colères et des luttes suppose la convergence des idées et des perspectives.

Au lendemain de l'élection présidentielle, les échanges de courriers entre la direction du NPA et celle de LO jettent un éclairage significatif sur la réalité de la politique des deux organisations, un éclairage utile du moins s'il peut contribuer à la prise de conscience des militant.e.s et sympathisant.e.s des deux organisations et nous aider à prendre la mesure des enjeux du moment.

Ils sont le constat d'un échec, l'espoir aussi que les yeux se dessillent.

D'autant que les résultats des élections présidentielle ont confirmé des ruptures profondes avec les partis gouvernementaux qui se sont effondrés, un rejet du jeu de dupe électoral et institutionnel avec une abstention record mais aussi un réel intérêt d'une fraction de la jeunesse pour les idées révolutionnaires comme en témoigne le public des meetings tant du NPA que de LO.

[1] <https://mensuel.lutte-ouvriere.org//lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/224-mai-juin-2022>

Et même la dynamique autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon dont s'est emparée une partie de la jeunesse, du monde du travail ou de milieux militants témoigne d'une volonté de ne pas subir, de chercher une perspective politique face à la faillite du capitalisme.

Mais pas plus le NPA que LO n'ont réussi à rendre crédible, populaire une perspective révolutionnaire qui réponde à cet éveil des consciences, un programme liant la réalisation des exigences sociales, démocratiques, écologiques immédiates à l'intervention directe des classes exploitées pour imposer leur contrôle sur la marche de la société, un programme qui pose la question du pouvoir en toute indépendance du cadre institutionnel.

La fraction majoritaire de la direction du NPA a maintenu une ambiguïté permanente en plaçant la campagne de notre camarade Philippe Poutou dans la perspective d'une reconstruction d'une « gauche de combat », dans la continuité de sa politique d'alliance avec LFI qu'elle a engagée depuis deux ans aux municipales à Bordeaux avec BEL, puis aux élections régionales en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie et maintenant avec l'offre de service à NUPES pour les législatives, malgré l'échec de sa tentative d'intégration à cette nouvelle mouture d'union de la gauche...

Quant à LO, sa campagne est restée enfermée au nom du communisme et du parti révolutionnaire dans une logique d'auto affirmation repliée sur sa propre activité, sans prendre en compte les conditions et les enjeux de la nouvelle période et ne s'adressant à l'ensemble du mouvement révolutionnaire qu'en donneur de leçons.

A défaut de chercher à résorber les clivages, au moins à en discuter, à les apprécier pour essayer de dégager une orientation politique susceptible de rassembler le mouvement révolutionnaire, les deux campagnes n'ont fait que les aggraver. Une impasse dont il y a urgence à nous dégager pour engager la bataille pour un parti des travailleurs ouvert, large, démocratique et révolutionnaire.

Un échange de courriers... pour justifier repli sectaire et fuite en avant opportuniste

Les derniers échanges de courriers entre le NPA et LO sont l'illustration et l'aboutissement de cette politique de fuite en avant où chacun reste prisonnier du passé sans mesurer l'urgence, la situation inédite auxquelles le courant révolutionnaire et le mouvement ouvrier sont confrontés. Chaque organisation ne cherche dans la critique indignée de l'attitude de l'autre que la confirmation de la justesse de sa propre politique et donc de sa poursuite, avec une logique qui ne peut qu'alimenter le sectarisme des deux.

Ainsi pour reprendre rapidement le fil de ces échanges[2], le 19 avril, la direction du NPA a envoyé une invitation à LO pour échanger sur « l'appréciation de la situation et des tâches pour les révolutionnaires » tout en précisant qu'elle venait de répondre positivement à l'invitation de l'Union populaire pour discuter des législatives dans le cadre de l'orientation définie et voulue par Mélenchon. La démarche à notre avis erronée de la direction du NPA,

dans la continuité de sa campagne, méritait une réponse politique. Pour LO, elle fut perçue comme une provocation qui ne pouvait qu'en appeler une autre en retour. Après avoir refusé l'invitation par courrier le 28 avril et renvoyé la discussion au débat public de la fête de Presles, LO a profité de la commémoration organisée en hommage à Alain Krivine le 30 avril pour faire la virulente critique du « suivisme » du NPA et de la IVème internationale et graver dans le marbre le clivage entre les deux organisations : « C'est avec cette orientation que, depuis notre origine en tant que courant, nous avons été en désaccord et continuons de l'être. ». L'intervention de Rodinson pour le moins peu respectueuse du cadre où elle se produisait devint le prétexte d'une nouvelle surenchère : demande d'excuses de la part du NPA le 5 mai, refus de LO le 7 mai et pour terminer l'annonce de non-participation à la fête et au débat de LO par le NPA, le 11 mai... « au vu de la nature de nos relations actuelles, les conditions ne sont pas réunies pour que le NPA participe cette année à votre fête. ».

Scénario prévisible, presque écrit à l'avance, dans lequel chaque organisation a joué son rôle, en restant prisonnière de son orientation et de sa justification alors que les bouleversements en cours devraient nous obliger à repenser toute l'expérience passée. Un dialogue de sourds qui révèle l'absurdité de ces relations entre organisations révolutionnaires où chacune met en avant ses désaccords, sans réelle volonté d'échanger pour penser ensemble une situation nouvelle et inédite et surtout en ignorant l'essentiel, ce qui fait accord, à savoir l'objectif commun de transformation révolutionnaire de la société. Cet objectif commun qui nous unit de fait, est la véritable base sur laquelle s'appuyer pour construire, œuvrer à unifier le mouvement révolutionnaire et s'adresser, au-delà de nous, à l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

Cela voudrait dire rompre avec les conceptions qui conduisent LO à conclure ainsi sa lettre du 28 avril : « Pour l'heure, ni vous ni nous n'avons pu faire la démonstration de la validité de notre démarche politique. L'histoire ne nous a pas départagés devant le seul témoin possible : les masses exploitées. »

En écrivant ainsi, LO ne se rend même pas compte de l'étrange compréhension qu'elle a de ce que pourraient être les rapports démocratiques entre militants, les masses et le parti que nous voulons construire, le parti de l'émancipation des travailleurs qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! Notre défi n'est pas de tenir sur sa ligne politique juste et inflexible, hors du temps, jusqu'à ce que l'histoire tranche, comme si les masses allaient départager les courants révolutionnaires, sinon par un vote de congrès, du moins en reconnaissant leur guide suprême vers la victoire finale et le socialisme ! Caricature de marxisme qui n'appartient pas réellement à la compréhension et à la méthode que nous a transmises Trotsky.

2 https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2022/05/02/une-correspondance-entre-le-npa-et-lo_301282.html

Les masses ont en réalité tranché, à ce stade. Elles nous laissent en marge, sur le côté. Il ne manquera pas d'esprits clairvoyants pour nous expliquer que le rapport de forces est dégradé ! Certes, mais nous sommes aussi des acteurs de ce rapport de force et nous sommes confrontés au défi d'être capables de faire notre propre révolution, de rompre avec la routine des groupes gauchistes hérités des années post-soixante-huitardes pour ensemble travailler à jeter les bases d'un parti révolutionnaire dans lequel les travailleurs, les jeunes, les femmes puissent se retrouver et se reconnaître.

Dépasser les clivages et sectarismes n'est pas une question morale mais politique et théorique

Cette situation aboutit à un gâchis considérable pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire riche de bien des possibilités. Elle traduit avant tout la difficulté des organisations révolutionnaires à rompre avec leur passé pour élaborer une politique répondant aux contradictions du monde d'aujourd'hui, aux besoins des travailleurs face aux bouleversements provoqués par la mondialisation financière, autrement que par la simple reconduction des mêmes politiques.

Trop longtemps les organisations révolutionnaires sont restées des opposants à la social-démocratie et au stalinisme défendant une orthodoxie marxiste, révolutionnaire dans un contexte où la classe ouvrière ne postulait pas au pouvoir, ni même ne contestait radicalement le système.

Ce contexte est révolu, une page vient de se tourner.

Notre défi n'est pas de protéger l'héritage du marxisme révolutionnaire mais bien de le faire vivre au cœur des masses à partir de leurs expériences concrètes tant politiques que sociales. Le faire vivre, c'est l'utiliser pour comprendre l'évolution actuelle du capitalisme, de la mondialisation financière du point de vue des possibilités révolutionnaires que cela ouvre. C'est la condition pour répondre aux enjeux de la période marquée par la crise globale du capitalisme, l'effondrement de la gauche gouvernementale mais aussi par la montée de la colère et de la révolte dans le monde du travail, de la jeunesse, des femmes.

Face à une telle situation il y a urgence à regrouper nos forces pour aider à l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier et révolutionnaire, œuvrer à la construction d'un parti révolutionnaire qui se situe en toute indépendance des institutions dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Au lieu de cela le mouvement révolutionnaire reste paralysé par une crise permanente où chaque organisation, chaque fraction campe sur ses positions en refusant tout réel débat démocratique, qui pourrait l'amener à remettre en cause ses vieux cadres de raisonnements, à plonger dans l'inconnu au moment même où tout est bousculé par la nouvelle époque de développement du capitalisme et des luttes de classes.

La direction du NPA se perd dans des aventures impossibles... reconduction de sa politique de recherche permanente d'alliance avec ce qui reste d'une gauche en ruine qui n'a plus grand-chose à voir avec le vieux mouvement ouvrier. Faute de tirer les leçons de ses échecs successifs, elle se condamne à ne se penser que comme l'aile gauche de cette « *gauche de combat* » entretenant de fait les ambiguïtés avec tous ceux qui s'accrochent à l'illusion d'une solution compatible avec le cadre institutionnel.

LO, de son côté, fait la morale, en faisant du communisme comme de la nécessité d'un parti révolutionnaire une affirmation identitaire plus qu'un objectif concret dont il s'agirait de discuter à partir de la situation actuelle, des forces réelles des révolutionnaires comme des évolutions de conscience.

Les deux organisations s'enferment de plus en plus dans cette double impasse comme dans une fuite en avant qui évite de s'interroger sur les échecs et les occasions ratées de ces deux dernières décennies.

Rompre avec les pratiques sectaires

La nécessité pour l'extrême gauche de rompre avec notre passé de petit groupe pour franchir une étape significative se pose comme une possibilité concrète depuis qu'en 1995, pour la première fois, Arlette Laguiller a réalisé plus de 5 % des voix à l'élection présidentielle.

L'appel d'Arlette Laguiller à la construction d'un parti des travailleurs qui a suivi a été rapidement vidé de tout contenu par la direction de LO. D'abord par son refus d'y associer la LCR qui y avait alors répondu positivement et surtout parce qu'en réalité LO n'a jamais fait de cet appel une véritable politique de construction en direction du milieu large qui avait voté pour elle et encore moins une politique unitaire en direction de l'ensemble des organisations révolutionnaires pour faire un pas vers leur regroupement.

Comme effrayée par son propre succès et plutôt que de s'appuyer sur lui comme sur un levier pour franchir une étape qui l'aurait obligée à dépasser son mode de fonctionnement pour prendre l'initiative de créer un cadre large, démocratique, la direction de LO a rapidement renoncé pour s'enfermer dans une logique de repli sur soi, resserrant les rangs de ses militants autour d'une affirmation de plus en plus proclamatoire de sa filiation révolutionnaire. Cet abandon a provoqué une crise au sein de LO qui a abouti à l'exclusion des camarades à l'origine de Voix des travailleurs qui ont fusionné avec la LCR en juin 2000, et sont à l'origine de Démocratie révolutionnaire dans le NPA. Elle a aussi entraîné, en 2008, l'exclusion des camarades de la Fraction L'Étincelle qui ont rejoint depuis le NPA.

Confirmant la réalité des possibilités nouvelles que la période ouvrait aux révolutionnaires, en 1999, une liste LO-LCR aux élections européennes permit d'envoyer 5 députés au Parlement Européen dont Arlette Laguiller et Alain Krivine, donnant un contenu plus concret à ce

qu'aurait pu être une politique unitaire de regroupement du mouvement révolutionnaire dans un cadre commun, la perspective du « *parti d'Arlette et d'Alain* ». Mais aucune des deux organisations n'a voulu utiliser ce succès électoral pour aller plus loin dans cette perspective de regroupement.

Malgré cela, l'intérêt pour les idées révolutionnaires se confirma en 2002 quand, faute d'une candidature commune des révolutionnaires, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot réalisèrent ensemble plus de 10 % des voix aux élections présidentielles et encore en 2007 près de 6 %.

Après le refus de LO de sortir de la logique d'auto construction pour envisager un cadre large de regroupement, la fondation du NPA en 2009 à l'initiative de la LCR était une tentative de répondre à cette nécessité d'unité en explorant les possibilités qu'ouvrait la période. Le NPA se voulait à sa fondation ce cadre large et démocratique capable d'associer, d'entraîner largement tous ceux qui à travers les combats qu'engendrent les résistances à la mondialisation financière, se retrouvaient dans la perspective « *d'une transformation révolutionnaire de la société* ». LO a alors refusé l'invitation à participer au processus.

Un tel projet de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires impliquait d'engager et de mener jusqu'au bout le débat stratégique pour lever les ambiguïtés et confusions qu'un tel cadre large ne pouvait qu'avoir, et notamment sur la question du pouvoir. Mais la confusion politique, inévitable du début, a été entretenue d'une part, par la politique dite « *des partis larges* » qui a conduit à cette politique unitaire vis-à-vis de la gauche radicale, antilibérale que défend toujours la fraction majoritaire de la direction, et d'autre part par la difficulté à dépasser la vie des petits groupes qui a condamné le NPA à rester un regroupement de fractions qui coexistent, chacune cherchant à s'auto-construire, sans parvenir à penser une politique pour l'ensemble de l'organisation, du mouvement révolutionnaire, sans chercher à dépasser l'histoire particulière de chacun des courants pour participer d'un dépassement collectif.

C'est de cette impasse qu'il nous faut sortir pour répondre aux enjeux de la période.

Pour un parti des travailleurs large, démocratique et révolutionnaire, un parti pour la conquête du pouvoir

En réalité, les difficultés que rencontre le mouvement révolutionnaire tournent autour de la question de la conquête du pouvoir c'est-à-dire de la conquête, par le monde du travail, de la démocratie, du droit de contrôler et de décider de la marche de la société. Une question centrale que les rapports de force ont conduit le

mouvement révolutionnaire soit à mettre de côté, soit à en faire une proclamation, soit à verser dans l'opportunisme pour attendre de la gauche l'impossible.

LO comme le NPA ont défendu durant la campagne un programme pour les luttes mais sans réellement et concrètement poser la question du pouvoir hors du cadre institutionnel. Pour les législatives LO reste dans la même logique alors que le NPA, rattrapé par la question politique, ne voit d'autres éléments de réponse que dans le soutien critique à NUPES.

Même si nous menons partout le débat avec les camarades, les travailleurs, les jeunes influencés par NUPES que nous côtoyons dans les luttes, dans les syndicats, nous ne sommes pas en soutien critique de cette gauche qui cherche à ranimer ce vieux mythe éculé qu'il serait possible de changer les choses en évitant la lutte des classes, dans le cadre du jeu de dupe institutionnel. Nous portons une toute autre perspective, celle d'un parti des travailleurs, démocratique et révolutionnaire, postulant à la conquête du pouvoir par et pour les travailleurs, hors du cadre institutionnel, un gouvernement des travailleurs et de la population issu des mobilisations. C'est cette perspective qu'il s'agit de discuter, de confronter pour aider les évolutions de conscience à aller jusqu'au bout de la rupture avec les illusions institutionnelles, à prendre la mesure qu'aujourd'hui même la satisfaction des besoins les plus immédiats pose la question de l'intervention des masses, de leur contrôle sur la marche de la société, la question du pouvoir.

Notre programme n'est pas une liste de revendications emblématiques et un projet de société mais bien un programme pour l'intervention directe des travailleurs sur le terrain où se décident leurs propres destinées.

La tâche des révolutionnaires est d'aider le monde du travail à se constituer en parti, le parti de l'émancipation des exploités par eux-mêmes pour la prise en main de la marche de la société par ceux qui la font fonctionner par leur travail.

Un tel parti ne naîtra pas de recompositions des débris d'une gauche en ruine qui ne vise qu'à gouverner dans le cadre institutionnel... Il ne naîtra pas non plus de la seule activité d'une fraction révolutionnaire qui prouverait que seule sa ligne est juste, ni même d'ailleurs d'un front de fractions qui se paralysent dans une confrontation stérile.

Le parti de l'émancipation ne peut qu'être un parti large, ouvert, démocratique et révolutionnaire. Un parti qui naîtra d'un mouvement démocratique, vivant, sélectionnant à travers la lutte des classes ses dirigeants, comme ses orientations. Un parti qui lie ses revendications, son programme à une stratégie de lutte pour le pouvoir en rupture avec le système et ses institutions, une stratégie révolutionnaire.

Bruno Bajou